

Jalons pour une perspective régionale d'une sociologie/histoire des migrations

Helene Bertheleu



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3105>

DOI : [10.4000/hommesmigrations.3105](https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.3105)

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2015

Pagination : 162-167

ISBN : 978-2-919040-30-8

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Helene Bertheleu, « Jalons pour une perspective régionale d'une sociologie/histoire des migrations », *Hommes & migrations* [En ligne], 1309 | 2015, mis en ligne le 17 juillet 2015, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3105> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.3105>

MÉMOIRE

JALONS POUR UNE PERSPECTIVE RÉGIONALE D'UNE SOCIOLOGIE/HISTOIRE DES MIGRATIONS

HÉLÈNE BERTHELEU, *maître de conférences en sociologie, université de Tours, CNRS CITERES-CoST.*

Étudier l'histoire et les mémoires des migrations dans une région comme le Centre, qui n'est ni frontalière, ni très industrialisée, pourrait paraître inutile, dérisoire, pauvre, à côté d'études réalisées dans d'autres régions où les migrations ont été, depuis longtemps, massives et diversifiées. On pourrait considérer que mener ce travail d'enquête dans des régions comme celle-là, où les migrations ont été plus faibles et plus tardives qu'ailleurs, n'est pas pertinent, que les résultats ne pourront pas refléter l'histoire nationale en la matière et encore moins devenir emblématiques de ce passé¹.

S'engager dans une meilleure connaissance des migrations dans des régions où cette question a été peu prégnante et peu étudiée ne vise pas à produire une nouvelle illustration du tableau que l'on a déjà au niveau national. Au contraire, l'objectif est plutôt d'approfondir la singularité de ce territoire, d'explorer cette singularité par un travail d'observation, et d'obtenir des résultats de recherche qui, justement parce qu'ils sont originaux, serviront à poser de nouvelles questions, à avancer dans la connaissance des parcours migratoires et des relations interethniques.



Éviter l'écueil "national"

Quand on travaille sur l'histoire locale des migrations, avec nombre d'associations, de professionnels (du social, de l'éducation, de la culture), d'artistes, d'élus locaux, on ne s'aperçoit pas toujours combien notre regard, au départ, est conformé ou formaté par une vision "nationale" des réalités socio-historiques. Ce piège, on l'appelle aujourd'hui le "nationalisme méthodologique". On le repère plus facilement aujourd'hui qu'autrefois, avec l'internationalisation de la recherche et avec le développement de travaux sur la globalisation. Cet écueil consiste à épouser sans s'en apercevoir des cadres de pensée "nationaux", alors que le chercheur est, au contraire, censé s'imprégner de son terrain, apprendre de ses propres observations plutôt que de se laisser influencer par les idées dominantes, qui rejoignent, pour aller vite, les préoccupations (politiques, économiques, culturelles) de son pays, de l'État ou de la nation. En cédant à ce nationalisme méthodologique, le chercheur en arrive à plaquer des questions toutes faites

¹ Le présent texte est issu d'une communication prononcée aux Assises du réseau de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, Paris, Musée de de l'histoire de l'immigration, octobre 2014.

sur les nouvelles situations qu'il rencontre. En matière de migrations, ce piège méthodologique tendu au chercheur avait déjà été repéré par Abdelmalek Sayad², puis par François Lorcerie³, quand ils signalaient la prégnance d'une pensée "nationale" dans la recherche.

Prenons rapidement deux exemples des effets du nationalisme méthodologique. Un premier exemple de ce piège n'a rien à voir avec l'échelle de l'étude, mais plutôt avec des œillères dans la manière de construire l'objet même de la recherche.

Les chercheurs se sont longtemps focalisés sur les chiffres. On peut même parler d'une obsession du comptage, d'une approche exclusivement statistique de l'immigration, comptage des entrées, des nationalités, ou des acquisitions de la nationalité, etc. On s'est d'ailleurs beaucoup moins intéressé à certains chiffres comme ceux des sorties du pays, pourtant nombreuses elles aussi. Et on en savait peu sur les mobilités des femmes, ce qui nous a conduits, plus tard, à devoir "féminiser" nos statistiques (produire des statistiques désagrégées par sexe) pour apercevoir les migrantes et pas seulement les hommes qui retenaient toute l'attention.

Par ailleurs, les chercheurs sont longtemps restés accaparés par le paradigme de l'intégration, s'interrogeant encore et encore sur les capacités d'intégration de tel ou tel groupe ou catégorie de migrants, sur les effets de l'acculturation, sur les obstacles à l'intégration que constitueraient des pratiques communautaires, notamment religieuses, etc. Ce type de questionnement intéresse fortement l'État-nation, parce qu'il répond à l'hypothèse de conséquences démographiques, culturelles, économiques, politiques de l'immigration sur la "société". En s'imposant dans les esprits, ce questionnement a eu pour effet d'évacuer d'autres interrogations qui obligent à sortir du cadre géographique nation-

nal comme, par exemple, la question des raisons et des conditions/circonstances de l'émigration ou encore la question des effets de l'émigration sur le pays d'origine. Aujourd'hui, il faut élargir encore l'échelle pour prendre en compte les réseaux transnationaux, les diasporas qui se développent avec de multiples connexions, associant étroitement et de façon inédite des territoires locaux ici et là-bas, mais aussi d'autres lieux d'ancrage qui vont au-delà des "couples" migratoires d'autrefois.

Quand on travaille à une échelle régionale, le nationalisme méthodologique nous guette également, et de deux façons. D'une part, par un effet de cadrage de nos questionnements (la question de l'intégration, du communautarisme, du multiculturalisme, la vision en terme de diversité culturelle) ou en structurant notre regard par des oppositions supposées toujours pertinentes comme celle qui sépare nationaux et non-nationaux (alors que le fait d'être ou non juridiquement français ne modifie pas toujours la situation ; par exemple, quand les représentations négatives régulièrement nourries par une presse locale stigmatisent un quartier ou une population).

D'autre part, et c'est peut-être le plus important, le chercheur doit rester prudent face à un récit historique qui, parce qu'il s'est forgé à partir des grandes régions d'immigration (le Nord, la Lorraine), serait aujourd'hui censé être valable partout, sur tout le territoire national. Ainsi, lorsque l'histoire locale n'a pas été renseignée, informée, c'est l'histoire nationale qui constitue le récit disponible et qui apporte les réponses, même si personne n'a vérifié qu'elles étaient valables localement. Aussi, avant même de s'atteler à la tâche, le chercheur est-il donc loin d'être confronté à un vide de connaissances, il fait face plutôt à un trop-plein d'éléments ou de tendances observés ailleurs et supposés valables sur l'ensemble du territoire.

2. Abdelmalek Sayad, "Immigration et pensée d'État", in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°129, 1999.

3. Françoise Lorcerie, "Les sciences sociales au service de l'identité nationale", in Denis Martin (dir.), *Cartes d'identité. Comment dit-on "nous" en politique ?*, Paris, Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994, pp. 245-281.

MÉMOIRE



Un territoire-réseau connecté

Effectuer une étude locale des migrations est généralement bien accueilli par les associations qui y voient un socle de connaissances mobilisables pour fonder la légitimité de projets interculturels ou de lutte contre les discriminations.

Bien accueilli aussi par les municipalités de banlieues qui, prises dans le mouvement de la rénovation urbaine, sont soudain curieuses de leur histoire sociale et souhaitent approfondir l'histoire des habitants venus s'installer autrefois dans la commune. Si ces études participent, d'une certaine manière, à la prolifération actuelle des mémoires urbaines, elles prennent aussi

acte du fait que, aujourd'hui, une partie de ces anciens migrants sont devenus des citoyens, qu'ils sont désormais des administrés devenus en cela dignes d'intérêt. Pour certaines migrations anciennes, les descendants se mobilisent "au nom de la mémoire", se préoccupent eux-mêmes de reconstituer la mémoire collective et de travailler à sa reconnaissance comme patrimoine local.

Les études régionales répondent donc, certes, à la demande et à la curiosité des habitants de telle ou telle commune, heureux de savoir que "ça s'est passé ici" ou de faire des liens avec leur propre parcours. On comprend mieux le sens de certains jumelages ou projets de coopération internationale avec des communes polonaises, ukrainiennes, espagnoles, portugaises,

algériennes, marocaines, sénégalaises, mauritaniennes, etc. Cela permet aussi de saisir les mobilités des habitants qui, s'ils sont bien engagés ici et maintenant dans des associations locales et des projets qui concernent leur espace proche, n'en sont pas moins étroitement liés, du fait de cette histoire migratoire, à une ou plusieurs régions du monde. Des liens qui, aujourd'hui, sont beaucoup mieux entretenus qu'autrefois, du fait des nouvelles technologies de l'information et de la communication, et des moyens de déplacement.

Aussi importante que soit la satisfaction de tous ces participants aux réseaux locaux, l'enquête locale n'a pas pour autant vocation à rester confinée. Certes, elle y est ancrée, et c'est précisément ce qui fait sa force. Mais elle apporte plus qu'on ne le croit à la connaissance générale : parce qu'elle interroge, surprend, provoque la réflexion, pose de nouvelles questions, elle permet à terme d'inventer le chemin d'une nouvelle généralisation.

En effet, mener une étude locale, c'est nécessairement aller de surprise en surprise, c'est tomber sur des énigmes, des obstacles : habitué à raisonner à partir d'une connaissance forgée ailleurs, dans les régions frontalières de forte immigration notamment, le regard du chercheur passe par une "expérience de désadaptation mentale", pour reprendre l'expression de Jean-Claude Passeron et Jacques Revel dans leur défense du raisonnement visant à "penser par cas"⁴. Ils insistent sur la perplexité (finalement salutaire) du chercheur qui, au départ, est déstabilisé par la singularité du terrain qu'il explore et qui lui semble trop "original" au sens négatif du terme, un peu comme un résultat isolé que l'on écarte de l'analyse tant il paraît peu propice à la généralisation. Mais c'est justement cela qui est intéressant dans l'étude régionale : elle fait obstacle,

S'engager dans une meilleure connaissance des migrations dans des régions où cette question a été peu prégnante et peu étudiée ne vise pas à produire une nouvelle illustration du tableau que l'on a déjà au niveau national.

4. Jean-Claude Passeron, Jacques Revel, *Penser par cas*, Paris, éd. de l'Ehess 2005.

elle résiste à ce que l'on sait déjà, on est obligé de suspendre le raisonnement habituel, la vision des choses construite à partir de travaux menés avant et ailleurs.



Approche ethnographique et échelle d'analyse

La démarche consistant à mener une recherche à l'échelle locale implique souvent un choix méthodologique en faveur d'une approche qualitative. "Qualitative" ne veut pas dire qu'on néglige les travaux quantitatifs disponibles. Mais plutôt qu'on refuse de céder au "leurre panoramique", pour reprendre une vieille expression de Gabriel Tarde, reprise par Isaac Joseph qui, par là, met en garde le chercheur qui pourrait croire que *"l'ordre des faits n'est perceptible que si l'on sort de leur détail essentiellement irrégulier pour s'élever très haut jusqu'à embrasser de vastes ensembles"*. Céder à ce leurre, c'est être tenté de regarder les choses de loin ou de très haut pour ne pas se noyer dans les détails et, surtout, pour avoir une vue d'ensemble. Ces chercheurs nous suggèrent plutôt une démarche attentive aux gens et à leurs activités, qui cherche à comprendre finement leurs projets, leurs mobilisations, leurs attentes et leurs déceptions ; il s'agit ensuite et surtout de prendre au sérieux les significations proposées par les acteurs eux-mêmes de leurs pratiques. Cette approche ethnographique privilégie l'immersion, la singularité, le partage des mondes vécus, et l'exploration des imaginaires. Dans ces situations de terrain, tous les éléments observés peuvent a priori être interprétés de différentes manières : c'est le questionnement qui implique un "cadrage" différent, et ce cadrage est théorique et non spatial ou géographique. Une approche ancrée n'est pas condamnée à rai-

sonner "local", n'est pas cantonnée à saisir des interactions sans envergure ou des situations si banales qu'elles n'auraient aucun intérêt. C'est, on le sait bien, la problématique qui pose le cadre et ordonne le regard, qui propose un découpage de l'espace et du temps, qui permet d'agrandir ou de rétrécir la focale de notre regard. Les dynamiques macro-sociales comme les rapports économiques ou les relations interethniques ne disparaissent pas sous prétexte qu'on travaille de façon "micro" ; les logiques macro "traversent" ou plutôt sont plus ou moins actualisées par les acteurs dans les situations vécues : seule la description fine qui restitue les activités et les projets des gens peut rendre justice à ces processus imbriqués, à la complexité et à la "profondeur" (à la fois historique et sociale) des situations.

Avec le développement et la densification des réseaux, des mobilités, des flux de toutes sortes et des connexions, le travail de terrain se trouve complexifié. Ce que le chercheur saisit, au sein d'un terrain "local", n'est pas simplement des interactions et des relations que sa mission explicative viserait à "replacer" dans un contexte plus large. Ce raisonnement en termes d'emboîtement d'espaces sociaux locaux à l'intérieur d'un espace plus global, quelle que soit l'échelle, ne convient plus. Elle entraîne le chercheur à considérer comme agissants des acteurs collectifs ou des "forces" sociales abstraites dites "macro", souvent inobservables. Au contraire, la méthode ethnographique encourage plutôt à considérer les personnes, les organisations, les collectifs, comme autant d'acteurs à l'intérieur d'une configuration sociale complexe, que l'on ne peut explorer

La méthode ethnographique encourage plutôt à considérer les personnes, les organisations, les collectifs, comme autant d'acteurs à l'intérieur d'une configuration sociale complexe.

MÉMOIRE

qu'en suivant les relations et les connexions qui relient les gens, que ce soit des relations "locales" ou qu'elles associent et coordonnent des gens à grande distance.

D'aucuns parleraient ici d'"acteurs-réseaux", c'est-à-dire d'"entités amenées à agir à l'intérieur d'un vaste réseau étoilé de médiateurs qui le traversent"⁶. Dans cette perspective, le chercheur ne cherche plus à replacer le local dans un contexte plus global, mais se contente de déplier ou de "mettre à plat" la carte des réseaux auxquels participent les gens qu'il rencontre sur le terrain. Il tente ensuite de suivre ces fils dans leurs multiples connexions, parvenant à concevoir la nébuleuse de relations qui animent la vie d'une personne, d'un groupe, d'une organisation. On peut préférer l'image d'une exploration en "profondeur", comme on le fait des fonds marins, où le chercheur pourrait saisir "l'épaisseur" ou "l'étoffe" du social par le biais de situations où les vécus (avec leur histoire et leurs mémoires) sont mobilisés, assumés, portés ou occultés par les protagonistes.

À l'heure de la compression de l'espace-temps, de l'intensification des rapports sociaux planétaires et de l'étirement des relations entre événements locaux et facteurs lointains⁸, le local doit aujourd'hui plus que jamais être envisagé comme "mis en réseau", traversé par des flux, des circulations et des connexions nombreuses et variées, impliquant aussi bien des individus et des objets que des images⁹. Aussi faut-il, comme le suggère Appadurai, encourager les chercheurs à étudier non seulement les espaces diasporiques que les mobilités migrantes construisent dans le temps, mais aussi les "ressources imaginaires" qu'ils tirent de leurs expériences successives et locales de la vie (et non leur expérience

de la vie locale). Les individus et les groupes produisent eux-mêmes "leur propre localité", nourrie notamment par la mémoire et les nouveaux modes de communication qui ne cessent de défier les distances.

Engagement, arène réflexive et expérience collective

Pour finir, je voudrais insister sur l'engagement du chercheur : "*enquêter, c'est s'engager dans des activités, s'impliquer dans des échanges et, dans le même mouvement, transformer des savoirs et se transformer soi-même*"¹⁰. La posture scientifique défendue ici est inséparable d'un engagement moral et politique dans la cité. La recherche ne suppose pas le retrait du chercheur des débats et problèmes publics, ni une dissociation entre ses activités de recherche et son vécu de citoyen. Elle suppose plutôt et surtout une réflexivité continue tant sur le type d'expérience que produit la situation d'enquête que sur les usages sociaux et politiques des résultats scientifiques. Pour nourrir cette réflexivité, il faut souligner là encore l'importance des réseaux qui se tissent, localement et bien au-delà, entre chercheurs, acteurs associatifs et acteurs politiques. Le fait de bien connaître une réalité locale et de réaliser un travail approfondi transforme souvent le chercheur en ressource pour le territoire où il évolue. Il est régulièrement interpellé, sollicité pour participer à des débats, pour rencontrer des réseaux associatifs, échanger avec des élus. Les uns et les autres s'aperçoivent, au travers de ces liens formels et informels, qu'ils peuvent partager leur vision, réfléchir ensemble, développer des idées, transformer leurs pratiques, tout en préservant chacun leur objec-

6. Bruno Latour, *Changer de société. Refaire la sociologie*, Paris, La Découverte, 2006, p. 317. 7. David Harvey, *The Condition of Postmodernity. An Enquiry into the Origins of Cultural Change*, Cambridge, Blackwell, 1990. 8. Anthony Giddens, *The Consequences of Modernity*, 1990, Cambridge, Polity. 9. Arjun Appadurai, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Payot, 2005. 10. Daniel Cefaï (dir.), *L'Engagement ethnographique*, Paris, éd. de l'Ehess, 2010.

tif, qui n'est pas le même. Certains travaux parleraient d'"espaces publics intermédiaires" ou d'"arènes publiques" permettant l'échange et le débat, d'autres signalent l'émergence d'un "triangle de velours"¹¹, expression utilisée en science politique et dans le domaine des études de genre, pour décrire la force de ces liens informels, rendant perméables entre elles ces différentes sphères associatives, académiques et politiques. Plutôt que de les opposer ou d'adopter une vision verticale de ces différents acteurs comme on le fait traditionnellement, ce peut être pertinent de les concevoir "à plat", comme une constellation de groupes fluides entre lesquels il y a de nombreuses connexions et intersections, parfois conflictuelles. Cette porosité entre mondes associatif, académique et politique est elle aussi à la fois locale et connectée plus largement. L'important est qu'elle entraîne la circulation des idées

et soit propice à une "action publique" (au sens large d'une "action en public") qui, parce qu'elle est concertée, devient féconde et durable.

C'était, semble-t-il, ce que la Cité nationale de l'histoire de l'immigration avait au départ l'ambition de réaliser, en insistant sur le rôle du Réseau dans son fonctionnement. Aujourd'hui, les choses ont évolué : se sont progressivement organisés plusieurs réseaux régionaux qui développent de façon à la fois indépendante et connectée de nombreuses activités : des journées d'études, des formations, des manifestations culturelles, des expositions, parfois des recherches, et qui tissent à leur tour leurs toiles locales et interrégionales. Chacun de ces réseaux régionaux poursuit son propre développement, singulier, reflétant les particularités du territoire, des acteurs, des connexions, etc., posant la question de leur articulation avec l'institution muséale. ■

¹¹. Alison Woodward, "Building velvet triangles. Gender and informal governance", in Simona Piattoni, Thomas Christiansen (dir.), *Informal Governance and the European Union*, Londres, Edward Elgar, 2004, pp. 76-93 ; Bérangère Marques Pereira, Petra Meier, David Paternotte (dir.), *Au-delà et en deçà de l'État. Le genre entre dynamiques transnationales et multi-niveaux*, Louvain, Academia Bruylant, 2010, p. 23.